
Palestine
Israël
une histoire
visuelle
Philippe Rekacewicz
Dominique Vidal
SEUIL

Palestine
Israël

une histoire
visuelle

ISBN 978-2-02-156890-5

© Éditions du Seuil, octobre 2024

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Image de couverture : création graphique nine moons
Sources : 2024 Landsat / Copernicus, Data SIO, NOAA, U.S. Navy, NGA, GEBCO, 2024 TerraMetrics, 2024 Mapa GISrael, Google.

Éditions du Seuil
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX[e]

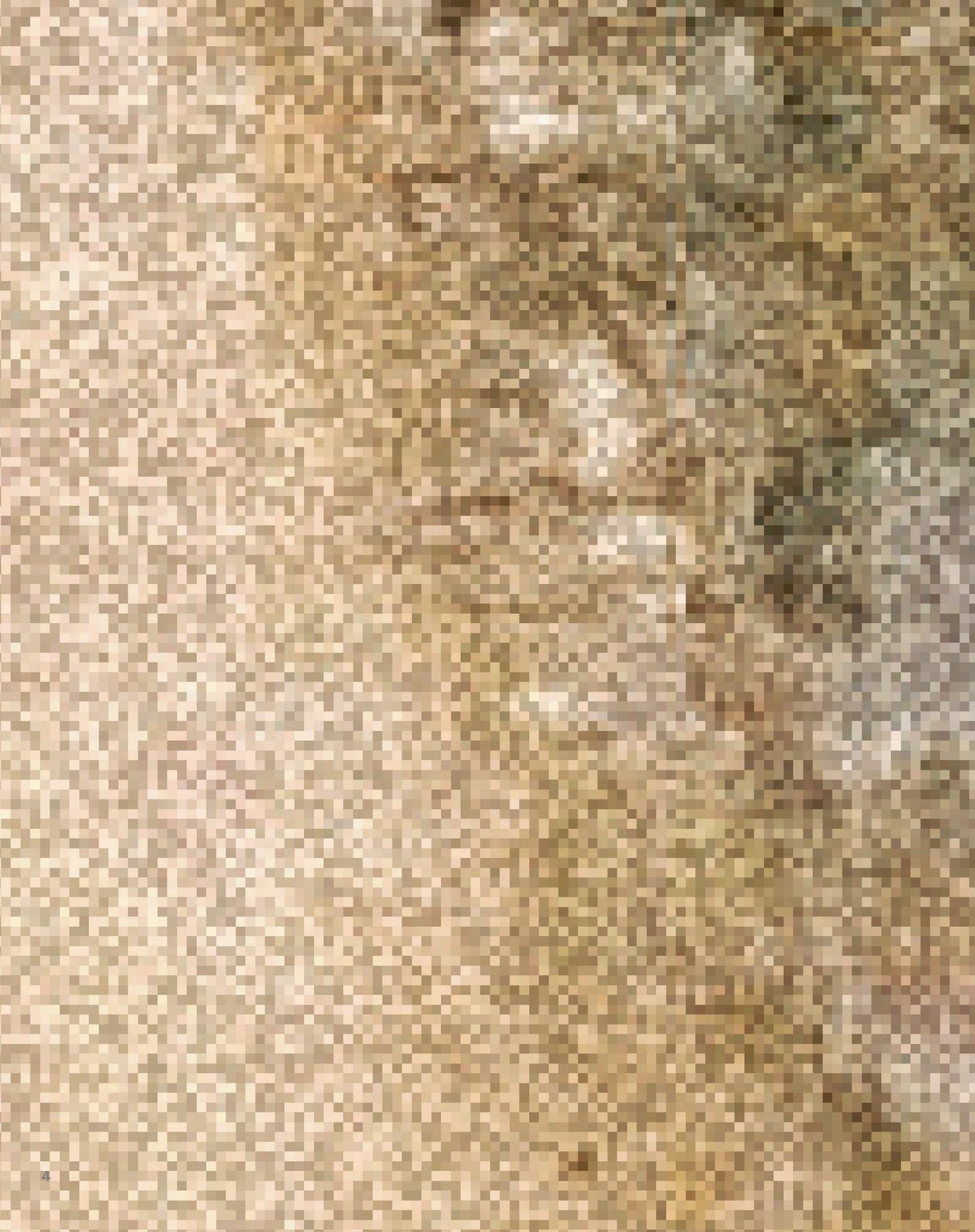
www.seuil.com

Palestine Israël

une histoire visuelle

Philippe Rekacewicz
Dominique Vidal

SEUIL



Cartographier l'histoire

Si la cartographie n'existait pas, il faudrait l'inventer pour mieux comprendre les conflits en Palestine et Israël. Beaucoup de livres leur ont été consacrés, mais celui-ci est inédit en ce qu'il propose d'en raconter le déroulement à travers un corpus visuel en dialogue permanent avec le texte – comment appréhender des configurations territoriales sans qu'elles ne soient figurées et explicitées ?

Plus de quatre-vingts documents cartographiques retracent ainsi un siècle et demi d'histoire très mouvementé : de la création du mouvement sioniste à la fin du XIX^e siècle alors que s'exprime en Europe un antisémitisme virulent jusqu'à l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 contre les kibboutzim et les localités israéliennes voisines de la bande de Gaza, suivie de la « riposte » du gouvernement israélien d'une telle ampleur que la Cour internationale de justice (CIJ) a affirmé qu'il existait « un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé », rares sont les récits d'une telle densité. Les éléments conçus et rassemblés ici permettent d'en suivre mieux le cours heurté.

On sait de longue date que les savoirs cartographiques ont accompagné et servi les entreprises guerrières. Les conflictualités se jouent en effet non seulement physiquement dans des territoires dont le contrôle est un des principaux enjeux, mais aussi dans les représentations qui permettent de diffuser les points de vue, de pratiquer des manipulations plus

ou moins grossières, de nier l'existence des populations en « oubliant » de les mentionner. Sans cartes, comment comprendre que les « plans » successifs imaginés pour « régler » les tensions suscitèrent à chaque fois de fortes résistances ?

S'il y a beaucoup à en apprendre, même lorsque ces plans ne furent que de « papiers », la cartographie n'est cependant pas un instrument miraculeux, notamment parce qu'elle peine à représenter la démographie et la vie des habitants. De surcroît, on ne cartographie pas nécessairement ce qui est ou ce qu'on voit. Une carte peut notamment feindre le contrôle du territoire : elle ne « montre » pas, mais « suggère » les situations qui impliquent l'articulation de nombreux paramètres (présence et construction d'infrastructures stratégiques, violence avec l'accaparement de parcelles, de chemins, et l'installation de barrages, de murs ou d'obstacles en tout genre). De la même manière, comment représenter des alliances structurant des relations régionales ? La couleur unifiant ceux qu'on catégorise comme des alliés comporte un risque de manichéisme, car on y simplifie des liens parfois très conjoncturels, opportunistes ou réversibles.

Il y a en revanche un étalon auquel on ne peut déroger : le droit international tel que le définissent les Nations unies et leur organe judiciaire, la CIJ de La Haye, mais aussi la Cour pénale internationale (CPI), demeure le seule boussole possible. C'est là un impératif dont le dernier affrontement israélo-palestinien nous a rappelé l'importance.

Chapitre 1
10 Au temps des empires

Chapitre 2
40 Sous la domination britannique

Chapitre 3
76 De guerre en guerre

Chapitre 4
128 Occupations et colonisations

Chapitre 5
172 L'espoir d'Oslo

Chapitre 6
194 De la droite à l'extrême droite

Chapitre 1
Au temps des empires

1880

1881 : Début de nouvelles vagues de pogroms dans l'Empire tsariste

1890

5 janvier 1895 : Dégradation du capitaine Dreyfus

1896 : Theodor Herzl écrit *L'État des Juifs*

29-31 août 1897 : Réunion du 1er Congrès sioniste à Bâle

1900

3 juillet 1904 : Mort de Theodor Herzl

1910

1914-1918 : Première Guerre mondiale

16 mai 1916 : Accords franco-britanniques de partage de l'ex-Empire ottoman, dits Sykes-Picot

Février-octobre 1917 : Révolutions russes

2 novembre 1917 : Déclaration Balfour

11 décembre 1917 : Le général Allenby entre dans Jérusalem

18 janvier 1919-21 janvier 1920 : Conférences de la paix de Paris et Versailles

10 août 1920 : Traité de Sèvres, signé par les Alliés et le gouvernement ottoman

1920

La question d'Orient

« L'homme malade de l'Europe » : ainsi Nicolas Ier, tsar de toutes les Russies, qualifie-t-il l'Empire ottoman. Dès la fin du XVIIIe siècle, cette « maladie » obsède toutes les chancelleries européennes : c'est la « question d'Orient », autrement dit le problème du partage des immenses possessions de la Sublime Porte[1]. L'histoire du XIXe siècle en est profondément imprégnée.

De l'Asie Mineure où ils commencent leur expansion au XIIIe siècle, les Turcs ottomans s'élancent à la conquête du monde. Dès le XIVe siècle, ils prennent pied en Grèce, Serbie et Bulgarie. Constantinople, capitale de l'Empire byzantin, tombe en 1453. Les Balkans, l'Asie Mineure et la mer Noire – devenue « lac turc » – sont soumis dans les deux décennies suivantes.

Après Mehmet le Conquérant, c'est Sélim Ier (1512-1520) qui s'approprie le monde arabe – la Mésopotamie, l'Égypte, la Syrie et une partie de la péninsule Arabique. Soliman le Magnifique, qui lui succède, asservit Belgrade, puis l'essentiel de la Hongrie et de la Transylvanie ; il pousse à l'est jusqu'à Bagdad, au sud jusqu'à la côte Arabique, à l'ouest jusqu'à l'Afrique du Nord. À sa mort en 1566, le joug ottoman pèse des confins de Vienne à Aden, de la mer Caspienne à Alger. Les Turcs maîtrisent trois mers – la Méditerranée, la mer Noire et la mer Rouge – ainsi qu'une partie de l'océan Indien. Ils contrôlent les grandes voies de communication. Ils sévissent contre une vingtaine de nationalités, soit plus de cinquante millions d'hommes – la France, à l'époque, en compte seize millions et l'Angleterre, cinq.

C'est l'apogée, et le début du déclin.

Dans l'affaiblissement, puis la désintégration d'un empire, il y a toujours un entrelacs de causes. Ensemble centralisé, la construction ottomane est d'abord ruinée par sa propre crise : sultans incompétents, administration corrompue, corps d'élite des janissaires devenu caste héréditaire, tarissement de la source de financement que constituaient les conquêtes. Les grandes puissances européennes – Grande-Bretagne, France et Russie en premier lieu – mettent un coup d'arrêt à l'expansion ottomane avant d'oser la colonisation de plusieurs territoires de l'Empire.

Et, au sein même de celui-ci, grandissent les forces centrifuges des nationalismes en plein essor, des Balkans au monde arabe, sans oublier les mouvements kurde et arménien.

À la fin du XIXe siècle, le démembrement est déjà largement avancé. En Europe, le traité de Berlin (1878) consacre l'autonomie de la Bulgarie, l'indépendance de la Serbie, de la Roumanie au Monténégro, l'occupation autrichienne de la Bosnie

1 Il s'agit d'une synecdoque car « sublime porte » est la formule française ancienne pour désigner la grande entrée d'honneur du siège du gouvernement du sultan de l'Empire ottoman à Constantinople (aujourd'hui Istanbul, anciennement Byzance).

et de l'Herzégovine. Après la guerre de 1912-1913, la Porte aura perdu toutes ses possessions sur le continent européen, à l'exception de la Thrace. En Afrique du Nord, la France occupe l'Algérie (1830), puis la Tunisie et enfin le Maroc, en même temps que l'Italie débarque en Libye (1911). La partie moyen-orientale de l'Empire est elle-même dépecée. Les Britanniques ont fait main basse sur Aden (1839), puis sur l'Égypte (1882) et le Soudan. Ils « protègent » l'ensemble du golfe Arabo-Persique. Dans la péninsule Arabique, le Nedj est aux mains des wahhabites et le Hedjaz sous le contrôle des hachémites. Le mont Liban est devenu autonome, sous l'aile française.

« Comment ne pas nous blâmer nous-mêmes quand nous voyons les étrangers nous arracher violemment et injustement nos pays, en humilier nos peuples, verser le sang de nos frères innocents et quand nous ne voyons aucun de nous esquisser le moindre mouvement ? », s'écrie en 1883 le Syrien Rachid Rida [2].

C'est que l'intrusion européenne dans le monde arabe a réveillé à la fois le réformisme islamique et le nationalisme arabe. Après l'aventure de Méhémet Ali – qui fonda, avec le soutien français, un État syro-égyptien indépendant (1831-1840) –, c'est la *Nahda* (renaissance) culturelle et linguistique, puis le développement des sectes et des partis. Au Caire est fondé, en 1912, le Parti de la décentralisation, l'année suivante a lieu le Congrès arabe de Paris. Au Maroc est né le Mouvement constitutionnaliste et en Tunisie, le Parti de la défense des revendications. Les capitales occidentales, notamment Londres, sont ainsi confrontées à des obstacles appelés à croître.

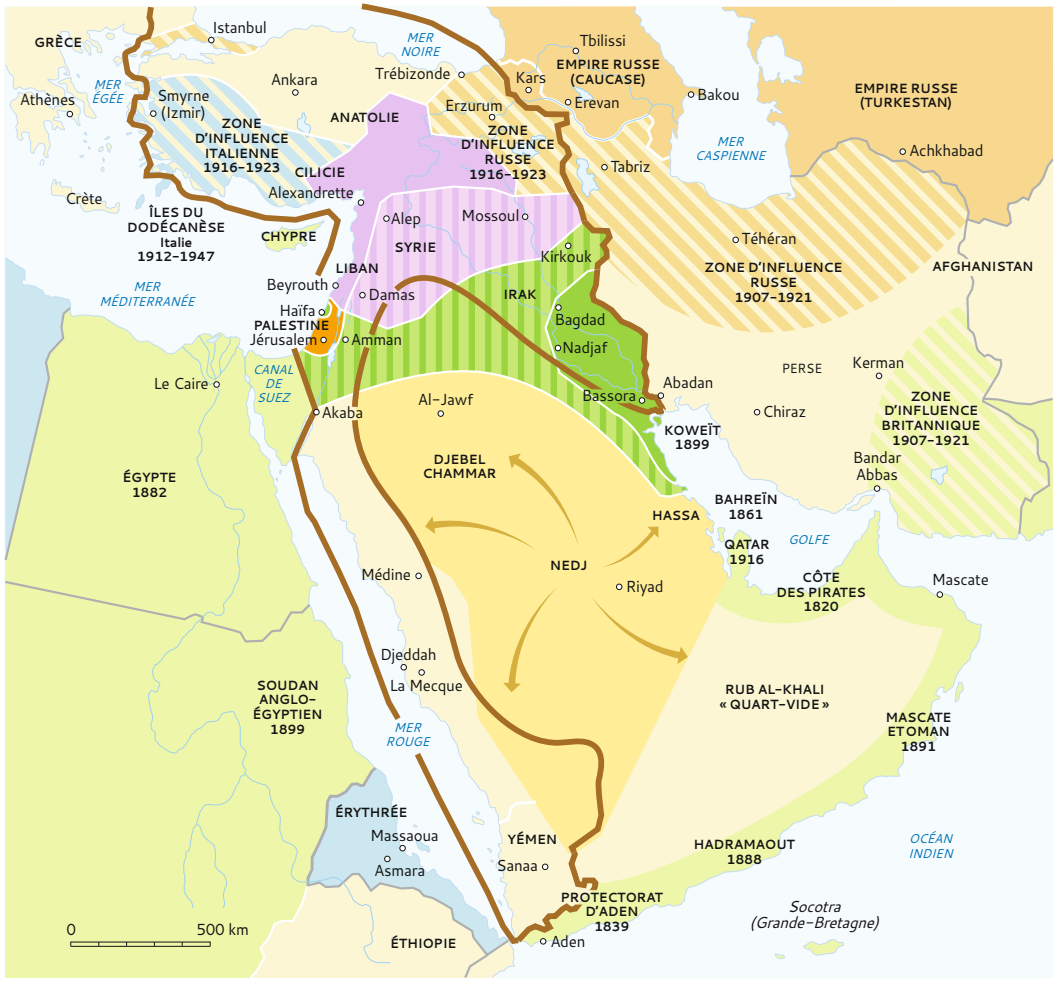
Fulgurante montée en puissance des Britanniques

L'Occident cherche dans l'Empire ottoman ce qu'il vise à travers toutes ses entreprises coloniales : des matières premières à bas prix, notamment le pétrole à partir du début du XX^e^ siècle, des placements rentables pour ses capitaux, de vastes marchés pour ses produits, et le contrôle des lignes de communication.

Chacun œuvrant « naturellement » pour son propre compte, les conflits d'intérêts jaillissent. Jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle, un consensus unit la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, et la Russie.

Mais les affrontements dégénèrent lorsque cet arrangement est rompu. Constantinople s'étant alliée aux puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie) pour finalement perdre avec elles la guerre de 1914-1918, le partage devient inévitable. Dès le début du XX^e^ siècle, chacune des puissances coloniales s'y était préparée avec ses atouts.

2 Cité par Alain Gresh et Dominique Vidal, *Proche-Orient. Une guerre de cent ans*, Paris, Messidor / Éditions sociales, 1984, p. 13.



Document 1.1 **Le démantèlement de l'Empire ottoman nourrit les appétits des puissances coloniales**

Empire ottoman en 1914

Territoires contrôlés par Abdelaziz ibn Saoud avant 1925 et ses principales conquêtes

Accord Sykes-Picot, 1916

Zone britannique
- Contrôle direct
- Protectorat

Zone française
- Contrôle direct
- Protectorat

Zone internationale
- Placée sous la protection conjointe de :
  - la France
  - la Russie
  - la Grande-Bretagne

Contexte régional

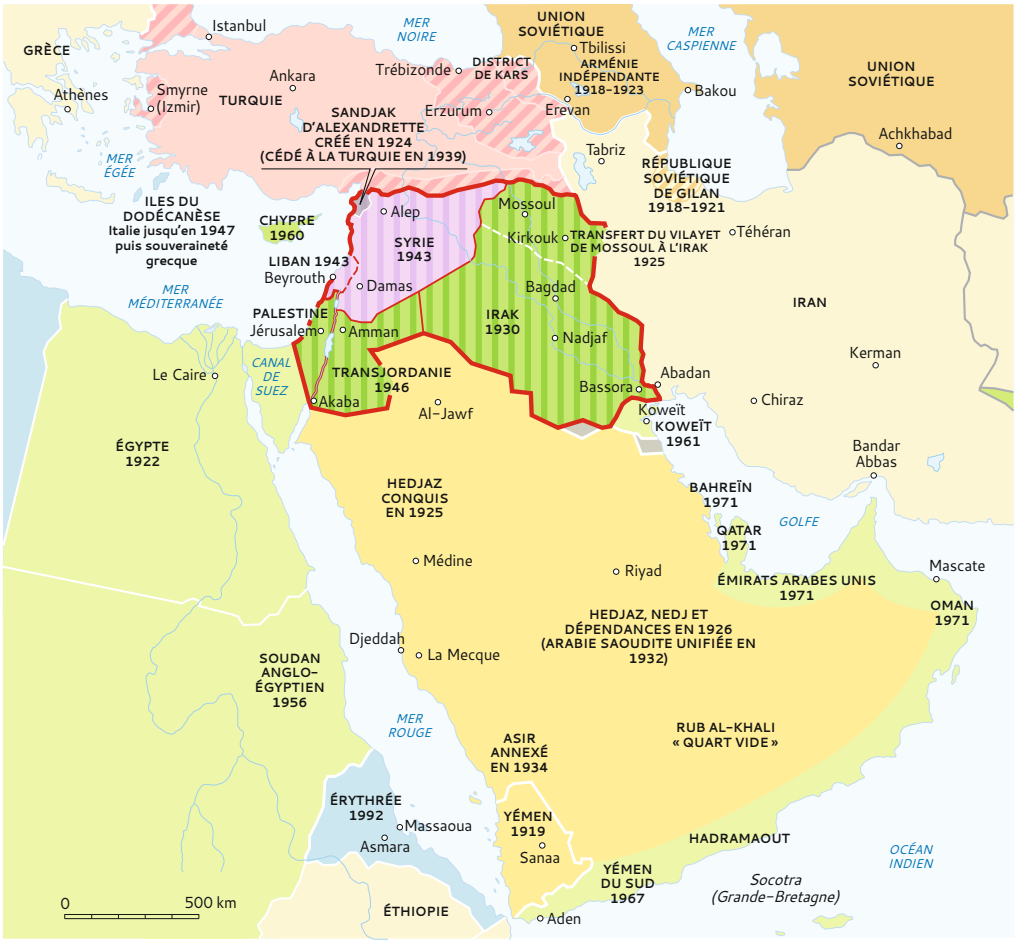
Grande-Bretagne
- Possessions ou protectorats
- Zone d'influence

Empire russe
- Possessions ou protectorats
- Zone d'influence

Italie
- Possessions ou protectorats
- Zone d'influence

1839 Date d'occupation, de conquête ou de protectorat

Sources : G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa*, Cambridge University Press, 1987 ; Olivier Da Lage, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Complexe, 1996 ; Cartes originales annexées aux textes de l'accord Sykes-Picot et des traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923).



Document 1.2 **Le Moyen-Orient à l'heure des indépendances**

Royaume d'Abdelaziz ibn Saoud en 1932 après les conquêtes des territoires de l'Ouest et du Sud

Zones neutres

Mandats votés par la Société des Nations (SDN)

- en 1920 pour le Liban, la Syrie et l'Irak
- en 1922 pour la Palestine, dont la Grande-Bretagne retranche l'émirat de Transjordanie

Puissances mandataires

Grande-Bretagne

France

1960 Date d'indépendance

Possessions ou protectorats britanniques

Possessions italiennes

Union soviétique

Territoire turc

Acquisitions de la Turquie selon le traité de Lausanne en 1923

Sources : G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa,* Cambridge University Press, 1987 ; Olivier Da Lage, *Géopolitique de l'Arabie saoudite,* Bruxelles, Complexe, 1996 ; Cartes originales annexées aux textes de l'accord Sykes-Picot et des traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923).

La France peut revendiquer son ancienneté : François Ier fut, en 1535, le premier souverain européen à obtenir du sultan des « capitulations » – privilèges pour la France et ses ressortissants dans l'Empire ottoman. Elle « veille » depuis 1639 sur les chrétiens maronites du Liban, pour la « défense » desquels elle a déjà monté plusieurs interventions militaires. Elle s'est vue reconnaître de même la « protection » des « lieux saints catholiques de Palestine ». Elle domine, on l'a vu, en Afrique du Nord.

Elle conserve, en Égypte, l'influence que lui ont value l'expédition de Bonaparte et le percement du canal de Suez. Elle a certes dû abandonner ses rêves de pachalik [3] protégé du Maroc au Sinaï de même que de celui d'un État syro-égyptien, mais elle dispose de puissantes positions commerciales et bancaires : la France est le premier créancier de Constantinople. Elle jouit enfin d'une influence culturelle considérable, grâce notamment à un réseau de plus de cinq cents écoles. Son objectif, à la veille de la guerre et du partage, est de préserver ses zones d'influence et ses positions économiques.

La Grande-Bretagne est la puissance en pleine expansion. Le Moyen-Orient constitue, pour elle, la *life line* (ligne vitale) de son Empire, dont les Indes sont le principal fleuron : la sécurité des routes Londres-Delhi, l'une maritime, les autres terrestres, dépend de la domination britannique sur la région. La montée en puissance des Anglais est fulgurante : ils commencent par Malte (1814), puis « protègent » la côte des Pirates et l'ensemble des émirats du golfe Arabo-Persique (1820), s'arrogent Aden et Oman (1839), prennent Chypre (1878), rachètent la Compagnie du canal de Suez (1875), s'emparent de l'Égypte (1882) – après avoir écrasé la révolte d'Orabi Pacha – et du Soudan (1898). À la même période, ils s'assurent les protectorats de la côte sud de l'Arabie (1886 à 1914). Leurs intérêts pénètrent ces pays, mais aussi la Perse, où Londres s'est partagé les zones d'influence avec les tsars (1907). Les Britanniques obtiennent là leur première concession pétrolière, exploitée dès 1909 par la future Anglo-Persian Oil Company et accaparée par l'Amirauté. L'objectif du Royaume-Uni est donc de stabiliser ses positions et de les élargir, en direction notamment de l'Irak et de la Palestine, pour *« substituer à l'Empire ottoman sur lequel on ne peut plus compter un boulevard de défense pour les principales artères conduisant à l'Inde* [4] *»*.

La Russie n'a, à l'égard de la Porte, qu'une ambition : contrôler la mer Noire et les détroits, s'assurer un accès à la Méditerranée et aux routes commerciales. À la veille de la Première Guerre mondiale, 40 % des exportations de l'Empire tsariste, et 54 % de ses exportations maritimes en dépendent. Cette quête de l'accès aux « mers chaudes » explique les innombrables conflits qui opposèrent Russes et Turcs à travers les siècles. Frustrée par le traité de Berlin (1878) de sa victoire contre l'Empire ottoman, la Russie aspire, en entrant en guerre aux côtés des

3 C'est le nom donné à une province sous l'autorité d'un pacha.

4 Fernand L'Huillier, *Fondements historiques des problèmes du Moyen-Orient*, Paris, Sirey, 1958. Cité par Alain Gresh et Dominique Vidal, *Proche-Orient. Une guerre de cent ans, op. cit.*, p. 14.

Français et des Britanniques, à se garantir la route de la Méditerranée. Elle entend également confirmer son influence en Perse.

L'Allemagne, contrairement à ses rivaux, ne dispose dans l'Empire ottoman d'aucune possession coloniale. Mais sa pénétration économique, militaire et politique en Turquie même s'est notablement renforcée à la fin du XIX^e siècle. Parallèlement aux visites rendues par Guillaume II au sultan, le grand capital germanique a obtenu l'importante concession du chemin de fer Constantinople-Bagdad. Il accroît considérablement ses investissements : quasiment nuls en 1880, ils passent à quarante millions de marks en 1900 et cent dix millions en 1910. Le général Colmar von der Goltz avait reçu mission en 1881 de réorganiser l'armée turque, un autre général allemand, Liman von Sanders, la dirige en 1913.

L'Italie et la Grèce ont également des revendications. L'Italie s'associera à la guerre pour « légitimer » sa domination sur l'Érythrée, la Libye et les îles du Dodécanèse en mer Égée. La Grèce exige Smyrne et sa région, au nom des liens historiques mariant les deux rives de cette mer.

Ces ambitions, du moins celles des futurs vainqueurs de 1918, sont conciliées et codifiées dans un ensemble de traités et d'accords secrets. Ainsi, en mars 1915, l'accord de Constantinople entre Russes, Britanniques et Français ; en avril de la même année le traité de Londres auquel se joint l'Italie ; en 1916 les accords Sykes-Picot-Sazonov entre Londres, Paris et Moscou ; enfin en 1917, les accords de Saint-Jean-de-Maurienne entre la Grande-Bretagne, la France et l'Italie.

« Les Arabes voient et comprennent le sens de nos actions et de nos aspirations en Palestine. »

Contrairement aux pères fondateurs du sionisme et aux premiers dirigeants du mouvement, certaines personnalités juives n'ignorent pas les Arabes de Palestine, prennent conscience de leur résistance et estiment que cette dernière ira croissant. Le cas le plus emblématique est celui du Russe Asher Hirsch Ginsberg, plus connu sous ses prénom et nom hébraïques Ahad Ha'am (« Un du peuple »). Favorable à un centre spirituel en Terre d'Israël, mais hostile au projet d'État des Juifs cher à Theodor Herzl, il effectue de fréquents séjours en Palestine avant de s'y installer en 1922, et d'y mourir cinq ans plus tard.

Dès 1891, dans son essai « La vérité d'Eretz Israël », il se situe aux antipodes du mythe de la « terre sans peuple pour un peuple sans terre » attribué à Israël Zwangwill :

Nous avons l'habitude de croire à l'étranger, écrit Ahad Ha'am, *que la Palestine est une*

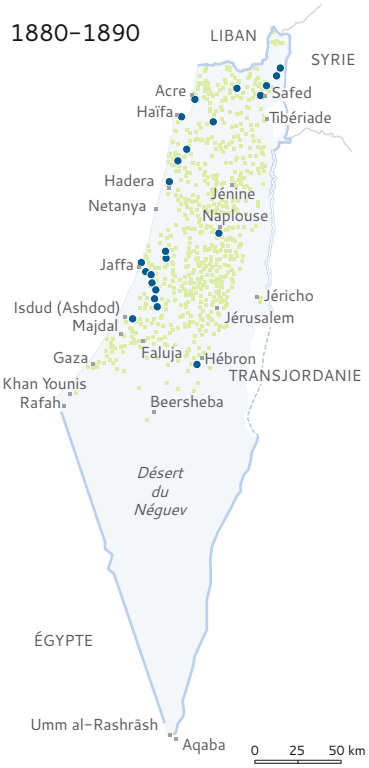
La révolution bolchevik d'octobre 1917, abolissant la diplomatie secrète, révèle le sort octroyé par les Grands aux peuples. Cette divulgation a d'ailleurs de vives retombées : elle aiguise en effet le sentiment anti-impérialiste au Moyen-Orient.

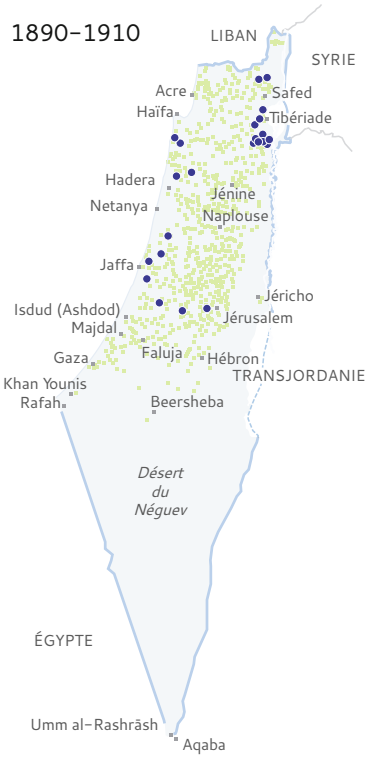
L'aboutissement de cette série de marchandages est un dépeçage arbitraire de l'ex-Empire ottoman : il est fait fi de toutes les données nationales et populaires pour ne satisfaire que les intérêts colonialistes. Comme on peut le voir d'après la carte (p. 15), les tsars se sont réservé le nord-estde l'Empire, et, à l'ouest, Constantinople, la côte ouest du Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles, ainsi qu'une partie de la côte d'Asie Mineure de la mer Noire. Le port de Constantinople et les détroits restent cependant libres à la navigation des flottes alliées. L'Anatolie est découpée : un petit État turc au centre, le sud sous administration ou influence italienne, une région sur la côte ouest annexée par les Grecs. La Cilicie et le Vilayet d'Adana reviennent aux Français. Le Proche-Orient arabe est divisé entre la Grande-Bretagne et la France. Cette dernière s'adjuge l'administration de toute la bande côtière libano-syrienne, et une zone d'influence correspondant à peu près à l'actuelle Syrie.

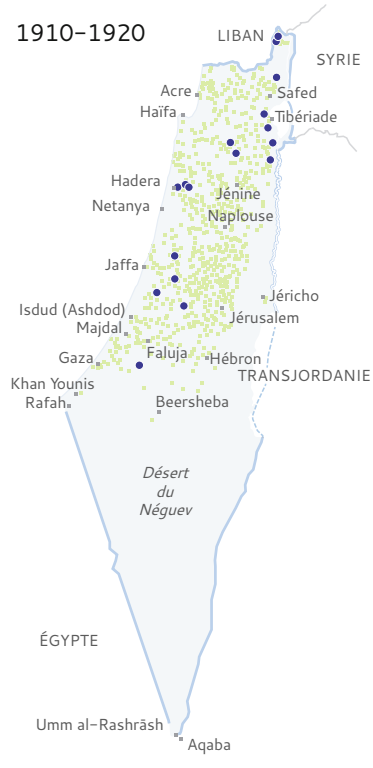
terre presque entièrement désolée, un désert non cultivé, un champ en friche, où quiconque désireux d'y acheter des terrains pourrait se rendre et en acquérir à sa guise. En réalité, elle ne l'est pas : sur toute cette terre, il est difficile de trouver un champ de terre arable non semée. […] *Nous avons l'habitude à l'étranger de croire que les Arabes sont tous des sauvages du désert, un peuple pareil à l'âne, incapables de voir, de comprendre ce qui se passe autour d'eux. C'est là une grande erreur.*
L'Arabe, comme tous les fils de Sem, a une intelligence aiguë et rusée. […] *Les Arabes, notamment ceux des villes, voient et comprennent le sens de nos actions et de nos aspirations en Palestine ; mais ils se taisent. Ils affectent de ne rien savoir car, pour le moment, ils ne voient dans notre attitude aucun danger pour leur avenir.* […] *Mais le jour où la présence de notre peuple prendra une dimension telle qu'elle empiète, de peu ou de beaucoup, sur la position des autochtones, ce n'est pas de bon gré qu'ils nous céderont la place*[1].

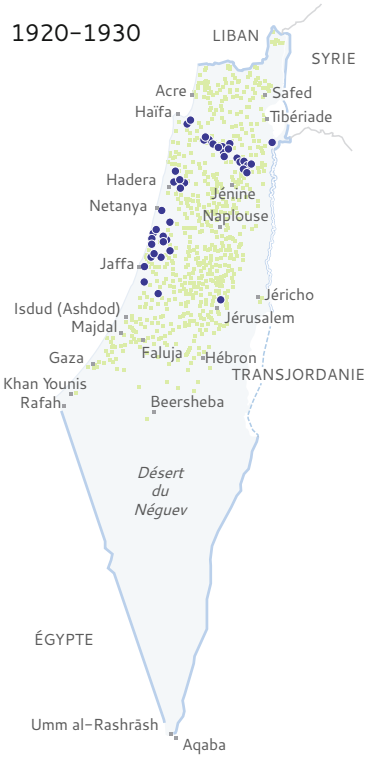
1 Dans *Sionismes. Textes fondamentaux*, réunis et présentés par Denis Charbit, Paris, Albin Michel, 1998, p. 394 et 395.

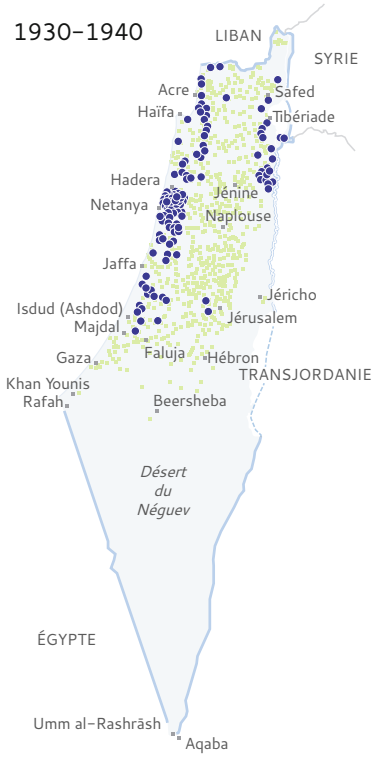
S'y ajoute la région pétrolifère de Mossoul, que Clemenceau, nous y reviendrons, rétrocède aux Britanniques lors de sa rencontre avec Lloyd George en décembre 1918. La Grande-Bretagne s'attribue l'est de la Mésopotamie, l'ouest entrant dans sa zone d'influence de même que le territoire de l'actuelle Jordanie. Les deux « zones d'influence » doivent former un État ou

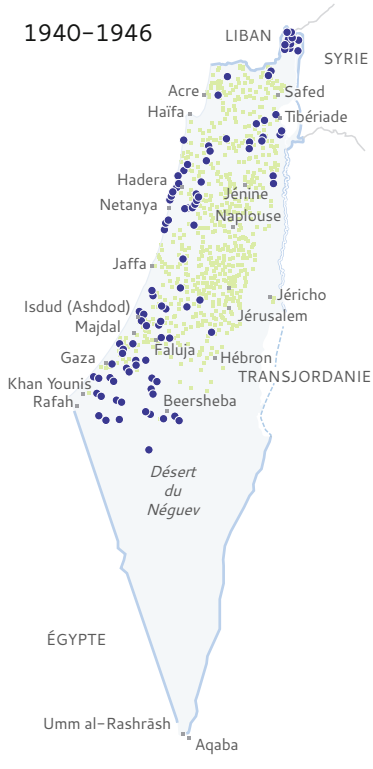

1880–1890
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba
0 25 50 km


1890–1910
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba

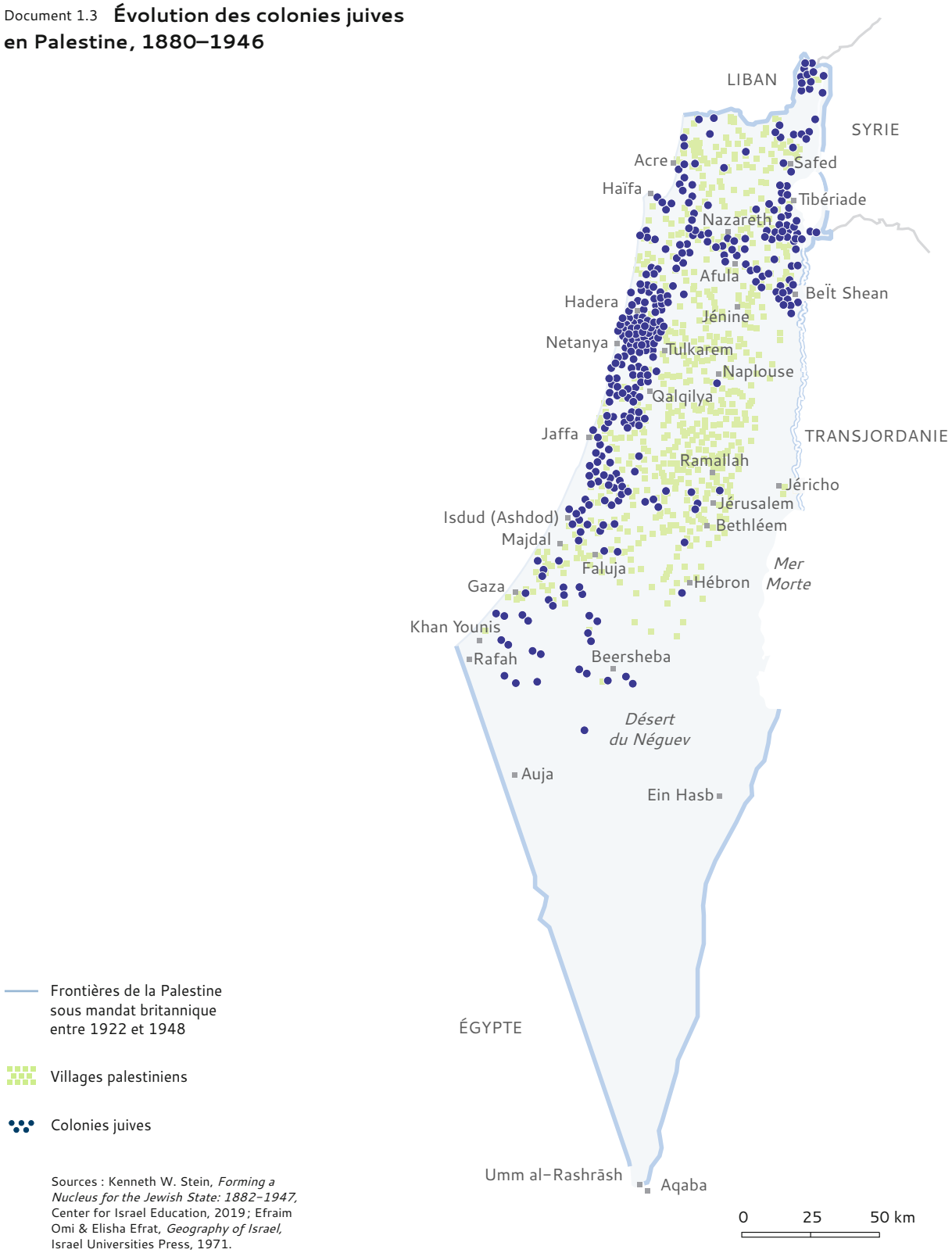

1910–1920
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba


1920–1930
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba


1930–1940
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba


1940–1946
LIBAN
SYRIE
Acre
Haïfa
Safed
Tibériade
Hadera
Netanya
Jénine
Naplouse
Jaffa
Jéricho
Isdud (Ashdod)
Majdal
Jérusalem
Gaza
Faluja
Hébron
TRANSJORDANIE
Khan Younis
Rafah
Beersheba
Désert du Néguev
ÉGYPTE
Umm al-Rashrāsh
Aqaba

Document 1.3 **Évolution des colonies juives en Palestine, 1880–1946**



Frontières de la Palestine sous mandat britannique entre 1922 et 1948

Villages palestiniens

Colonies juives

Sources : Kenneth W. Stein, *Forming a Nucleus for the Jewish State: 1882–1947*, Center for Israel Education, 2019 ; Efraim Omi & Elisha Efrat, *Geography of Israel*, Israel Universities Press, 1971.

une confédération d'États arabes. Quant à la Palestine, elle serait internationalisée, à l'exception des ports de Haïfa et Saint-Jean-d'Acre confiés à la Grande-Bretagne.

Comme bien des peaux d'ours vendues avant que l'animal ne soit mort, ces accords n'entreront que partiellement en vigueur.

Les dirigeants soviétiques renient les exigences des tsars. Sous la conduite de Mustapha Kemal, les nationalistes turcs, entre 1919 et 1922, libèrent l'Anatolie de ses occupants français, italiens et grecs installés depuis l'armistice. C'est l'heure de vérité pour la Grande-Bretagne qui a tout promis à tout le monde.

Quand Albion promet

« Mieux vaut gagner et se parjurer que perdre[5] », avait dit Lawrence d'Arabie, colonel britannique artisan de la « Révolte arabe ». La Grande-Bretagne, en effet, a gagné la guerre, mais il lui faut se parjurer. N'a-t-elle pas, pour étendre son réseau d'alliances, « vendu » le Moyen-Orient par trois fois ?

Aux Français, comme on vient de le voir, auxquels les accords Sykes-Picot assurent la Syrie et le Liban.

Aux Arabes. L'entente avec les Arabes était nécessaire à un double titre : pour contrebalancer le *jihad* (la guerre sainte) décrétée par le sultan de Constantinople en sa

Theodor Herzl et l'antisémitisme

Au retour d'une visite à son confrère Ludwig Speidel, journaliste comme lui à la *Neue Freie Presse*, Theodor Herzl résume, dans son *Journal*[1] sa conversation avec lui :

> *Je lui dis : je comprends l'antisémitisme. Nous autres Juifs nous sommes maintenus au sein des différentes nations en tant que corps étranger, bien que ce ne fût pas de notre faute. Dans le ghetto, nous avons acquis un certain nombre de caractéristiques antisociales. La pression que nous avons subie a abîmé notre caractère, et cela ne peut être réparé que par une autre pression. En fait, l'antisémitisme est la conséquence de l'émancipation des Juifs. Cependant, les populations à qui manque l'entendement historique (donc, toutes les populations) ne nous regardent pas comme un produit historique, comme les victimes d'époques antérieures, plus cruelles que celle que nous vivons et encore plus marquées de préjugés. Elles ne savent pas que,*

1 Theodor Herzl, *Journal, 1895-1904. Le fondateur du sionisme parle*, Morceaux choisis et présentés par Roger Errera, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p. 42-43.

5 Cité par Jean-Pierre Alem, *Juifs et Arabes. 3000 ans d'histoire*, Paris, Grasset, 1968, p. 90.

qualité de « Commandeur des croyants », et pour prévenir un éventuel rapprochement entre Allemands, Turcs et Arabes. Des négociations s'engagent avec deux partenaires, le wahhabite Ibn Saoud, qui règne sur le Nedj, et l'hachémite Hussein, qui dirige le Hedjaz ; à eux deux, ils gouvernent une grande partie de la péninsule Arabique. Sir Percy Cox, résident britannique dans le Golfe, conclut avec Ibn Saoud, en décembre 1915, le premier accord anglo-arabe. Le second, plus opératoire, est passé par Sir Henry McMahon, haut-commissaire de la Grande-Bretagne au Caire, au terme d'une longue correspondance avec le chérif Hussein, protecteur des villes saintes de La Mecque et de Médine, descendant de la tribu du Prophète. Londres assure *« reconnaître soutenir l'indépendance des Arabes »*, lui prépare la « Révolte arabe ». À partir de juin 1916, en effet, ses milliers de combattants épaulent, souvent décisivement, les contingents britanniques sur le front moyen-oriental. Inquiet de l'annonce des accords Sykes-Picot et de la déclaration Balfour, Hussein est séduit par Londres en février 1918 : *« Le gouvernement de sa Majesté réaffirme les promesses précédentes concernant la libération des peuples arabes »*, lui communique-t-on. Du détail des textes, il ressort que seule la région côtière de la Syrie *« limitée à l'ouest par les districts de Damas, Homs, Hama et Alep*[6] *»* – grosso modo l'actuel Liban – est exclue du futur État arabe.

si nous sommes ce que nous sommes, c'est que l'on nous a rendus tels. À force de tourments, et notamment parce que l'Église a interdit le métier de l'usure aux chrétiens et que nous avons été forcés par les puissants à nous consacrer aux affaires d'argent. Nous collons à l'argent, parce que l'on nous a précipités sur l'argent. En outre, nous devions être prêts à tout moment à fuir, ou à cacher nos biens pour les soustraire au pillage.
C'est ainsi qu'est née notre relation à l'argent. Il faut dire encore que, en tant que protégés de l'empereur, nous lui servions à prélever une sorte d'impôts indirects. Nous soutirions l'argent au peuple, puis cet argent nous était volé ou confisqué. Nos souffrances nous ont enlaidis, elles ont transformé notre caractère qui jadis avait été noble et fier. Dans ces temps-là en effet nous étions des hommes qui savaient défendre leur pays par les armes ; et nous étions sans aucun doute un peuple particulièrement doué, puisque deux millénaires durant on nous a massacrés sans pouvoir nous détruire.
L'erreur des libéraux doctrinaires a été de croire que l'on peut rendre les hommes égaux par un décret publié au Bulletin des lois.

6 Lettre de Sir Henry MacMahon au chérif de La Mecque : https://books.openedition.org/septentrion/48746

Aux sionistes, enfin. Les Britanniques ont tenu à se concilier le mouvement sioniste pour plusieurs raisons. Londres espère précipiter l'entrée en guerre des États-Unis : la communauté juive y est influente. Ainsi, pensent les Britanniques, les Juifs allemands et austro-hongrois se détacheraient de leurs gouvernements, qu'ils avaient jusque-là appuyés sans réserve. On imagine même freiner la radicalisation de la révolution russe, dont bien des leaders, en particulier bolcheviks, sont d'origine juive ; il s'agit de conjurer la défection de la Russie sur le front oriental. Plus lucides sont ceux qui croient à la prophétie de Theodor Herzl, le fondateur du sionisme, selon laquelle l'État juif constituerait une *« sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie »*. Plus prosaïquement, le foyer national juif écarterait une emprise étrangère sur la Palestine. À l'issue de longues tractations entre les gouvernants britanniques, les dirigeants sionistes et les représentants des Juifs anglais antisionistes, le gouvernement de Sa Majesté entérine la lettre de Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères, à Lord Rothschild, en date du 2 novembre 1917. *« Une nation,* écrira Arthur Kœstler, *a solennellement promis à une deuxième le territoire d'une troisième*[7] *»* : c'est en effet en Palestine que la Grande-Bretagne, dit Balfour, *« envisage favorablement l'établissement d'un foyer*

Lorsque nous sommes sortis du ghetto, il fallait nous laisser du temps pour nous habituer à la liberté.
Mais c'était là demander au reste de la population une générosité ou une patience qu'elle n'avait pas. Cette population ne voit que les caractéristiques négatives et choquantes des Juifs libérés du ghetto : elle ne soupçonne pas qu'il s'agit d'hommes qui avaient été châtiés alors qu'ils étaient innocents.
À cela s'ajoutent les idées socialistes contemporaines dirigées contre le capital mobile, auquel, pour leur part, les Juifs ont été forcés de s'accrocher exclusivement durant des siècles.
D'un autre côté, si les Juifs se détournent de l'argent pour se diriger vers des professions qui leur étaient autrefois inaccessibles, ils feront peser une terrible pression sur les conditions de subsistance des couches moyennes ; cette pression, ils seront à coup sûr les premiers à en souffrir.
Cependant, je crois que l'antisémitisme, qui représente parmi les masses un courant puissant et inconscient, ne portera pas tort aux Juifs.
Je le tiens même pour un mouvement utile du

7 Cité par Isabelle Avran, « Culture et identités palestiniennes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2004.